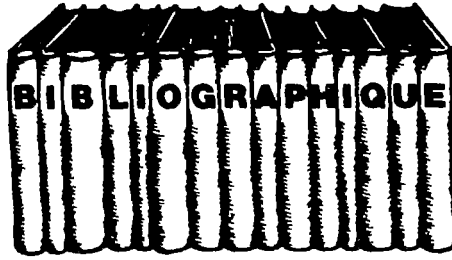


CHRONIQUE



CALLAGHY (Thomas M.) — **The State-Society Struggle. Zaïre in Comparative Perspective.** — New York, Columbia University Press, 1984, XVIII-515 p. Bibliogr. Index.
YOUNG (Crawford), TURNER (Thomas) — **The Rise and Decline of the Zaïrian State.** — Madison, The University of Wisconsin Press, 1985, XIX-500 p. Index.

C. Young et T. Turner se sont attachés à donner une image aussi précise et complète que possible du régime du maréchal Mobutu, grâce à une documentation exceptionnelle par sa qualité et son ampleur. Sont successivement traités la structuration sociale dans les villes et les campagnes en termes de classes et d'ethnicité, l'exercice du pouvoir politique sur un mode personnel et patrimonial, la production idéologique du régime et le fonctionnement de ses différents instruments de contrôle, sa politique économique erratique et l'insertion du Zaïre dans le système international. Nuancé et solidement argumenté, ce gros volume constituera sans nul doute pour de longues années la référence indispensable à quiconque s'intéresse au géant de l'Afrique centrale. Il faut pourtant regretter que l'analyse théorique de l'État et de sa crise soit pour ainsi dire escamotée, malgré l'abondance des renvois à la littérature africaniste, tant anglophone que francophone. Cela est d'autant plus dommage que la perspective des auteurs et l'impression générale qu'ils donnent du régime du

maréchal Mobutu diffèrent assez sensiblement des conclusions auxquelles parvient un autre livre important, celui de T.M. Callaghy.

Ce dernier établit un parallèle délibéré et parfois provocant entre l'absolutisme zaïrois et l'Ancien Régime français : tous deux relèvent du modèle autoritaire patrimonial bureaucratique. La démarche a été parfois mal reçue en Afrique bien qu'elle soit scientifiquement légitime. En s'appuyant sur la théorie générale de l'État — aussi bien sur l'œuvre de Marx que sur celles de Weber et de Hintze — T.M. Callaghy fait œuvre de politiste comparatiste et n'adhère pas pour autant à la vulgate évolutionniste des « étapes » du développement politique. Son propos est plutôt d'insister sur le processus de construction de l'État moderne en tant que forme d'appropriation du pouvoir et de domination politique. Il suggère, dans cette perspective, que le maréchal Mobutu, en véritable monarque absolutiste, réinvente l'État colonial belge en le « patrimonialisant ». Les premiers chapitres, très denses, un peu répétitifs mais solidement étayés, mettent en situation théorique le cas zaïrois. La tentative est intéressante dans la mesure où l'État postcolonial africain — au contraire des formes politiques précoloniales qui ont tenu une place centrale au sein de l'anthropologie — est demeuré le parent pauvre de la science politique comparée. Mais elle pêche par son aspect unilatéral et artificiel à force d'être systématique. Bien que la caractérisation du régime

zaïrois en termes d'autoritarisme patrimonial bureaucratique soit certainement pertinente, est-il vraiment utile de parler « d'aristocratie politique » pour désigner la catégorie sociale dont il promeut l'ascension, ou encore de reprendre la distinction française entre « pays d'élection » et « pays d'État » ? Ce faisant, on occulte la spécificité historique des « trajectoires » de l'État en Afrique, en tendant à la ramener à une conceptualisation exclusivement « occidentalocentrée ». Si elle se veut valide et « universelle », l'approche comparative doit se nourrir de cette pluralité des expériences historiques de l'État. En définitive, T.M. Callaghy est beaucoup plus convaincant et, à mon avis, beaucoup plus fidèle à l'esprit qui l'anime quand, dans la lignée revendiquée du Tocqueville de *L'Ancien Régime et la Révolution*, il dépouille une correspondance administrative inédite et dégage, en trois remarquables chapitres, le fonctionnement de la bureaucratie territoriale.

Cependant, quel que soit le jugement personnel auquel il s'arrêtera pour sa part, le lecteur ne regrettera pas le temps réservé à cette contribution érudite qui devrait s'imposer comme l'un des éléments majeurs d'une sociologie de l'État en Afrique noire [J.-F. B.].

ROLLINS (Jack D.) — *A History of Swahili Prose (Part 1 : From Earliest Times to the End of the Nineteenth Century)*. — Leiden, E.J. Brill, 1983, 141 p.

On est encore loin d'avoir épuisé toutes les richesses de la littérature en swahili (l'auteur m'interdisant d'écrire « en kiswahili »), d'autant que celle-ci va se multipliant et prend un caractère effectivement populaire. L'étude de cette prose moderne devrait être l'objet de la deuxième partie de l'étude conduite par J.D. Rollins dont la publication présente devrait constituer l'introduction. La pertinence de la recherche est donc évidente ; même si cette mise en situation n'innove pas à

chaque page, elle est l'occasion de donner au lecteur privilégié (le littéraire) un certain nombre d'informations de base sur les conditions sociologiques du développement de la littérature étudiée. Partant donc d'une très générale sociologie de la côte est-africaine, l'auteur nous conduit à son objet principal, la distinction des différentes formes d'expression prosaïque dans le monde swahili du XIX^e siècle (car il faut bien dire que l'on passe très vite sur les « earliest times »... jusqu'au XVIII^e). Il y a là une discussion technique rondement menée, malgré l'abondance des références anglo-saxonnes, arabes, germaniques, françaises et, bien sûr, locales, avec lesquelles l'auteur jongle. Sur la mise en situation sociologique de cette littérature, l'objet est infini et donc les développements peuvent paraître rapides et sans issue, ce qui est le cas puisque l'on ne sait toujours pas qui est exactement un Swahili ; en tant que linguiste, l'auteur, tout en soulignant le caractère incontestablement bantou du swahili, éclaire un aspect structurel de l'influence arabe à travers une typologie des récits produits. C'est davantage ce débat sur la forme que l'exposé du contenu de cette prose qui intéresse Rollins. On le regrettera un peu, car il y a sans doute tant à apprendre encore, non seulement sur cette forme d'expression moins réputée que la poésie, mais aussi sur le message véhiculé. Nul doute que dans la deuxième partie de son étude, l'auteur soit amené à envisager sous cet angle la prose contemporaine qu'il a la possibilité de pouvoir exploiter dans toutes ses dimensions. Le tout sera alors de ne pas exclure de l'enquête les formes populaires modernes qui n'ont peut-être plus beaucoup de rapport avec l'influence arabe [F.C.].

CHANTEBOUT (Bernard) — *Le Tiers monde*. — Paris, A. Colin, 1986, 184 p. (Coll. U).

Difficile, comme le reconnaît l'auteur, d'écrire en fait en 136 pages

(le reste étant constitué par une longue chronologie) un panorama significatif de ce que représente le Tiers monde tant il est diversité en tout ; sur le fond, les analyses du colonel Kadhafi ne sont pas toujours délirantes. Difficulté d'autant plus grande qu'ici, il s'agit d'être simple, clair, (pédagogue ?) et en même temps de tout faire connaître, d'Asuncion à Hanoï, des problèmes de la dette à la loi coranique, de la tribune de l'ONU au conclave de quelque comité central. L'auteur a donc pris un risque réel, surtout à une époque trouble où certains jouèrent habilement des divagations d'un jet-député socialiste genevois pour dénigrer des évidences et donner bonne conscience aux partisans de l'exploitation et de la loi du plus fort.

On saluera donc le courage de l'entreprise, ce qui ne signifie pas que l'on soit toujours satisfait du résultat obtenu. Dans ce portrait taillé nécessairement à coups de hache se succèdent des observations perspicaces, des clichés éculés, des allusions ambiguës, un relativisme de bon aloi ou des jugements à l'emporte-pièce. L'effort constant pour ne pas en rester au simplisme des propagandes aurait été mieux récompensé si l'auteur avait pu davantage préciser sa pensée.

De ce fait, il y a dans ce quasi-manuel d'introduction amplement matière à se poser des questions, donc à réfléchir ; mais il est à craindre que le public ait parfois plutôt tendance à n'en retenir que ce qui le conforte dans ses préjugés, d'autant qu'il n'a à sa disposition aucune bibliographie susceptible de l'aider à aller plus loin (hormis quelques notes de bas de page) [F.C.].

LEWIS (I.M.) — **Religion in Context. Cults and Charisma.** — Cambridge, Cambridge University Press, 1986, XI-139 p. Bibliogr. Index.

Spécialiste reconnu de la Somalie, I.M. Lewis élargit son propos et remet en cause la réification des différents

phénomènes religieux que sont les cultes de possession, les diverses formes de sorcellerie, le cannibalisme, le chamanisme. Loin d'être irréductibles et mutuellement exclusifs l'un de l'autre, ces derniers sont capables de se fondre en des manifestations hybrides et de permuter. De même, ils ne constituent pas, contrairement à ce que l'on affirme généralement, les survivances de religions archaïques, dans le contexte des sociétés islamisées. Dotés d'une grande plasticité et plus encore d'une indéniable capacité d'innovation, ils ne peuvent être compris que dans une relation d'interdépendance et de complémentarité avec la religion monothéiste. Stimulant et rigoureux, ce petit ouvrage propose de surcroît un survol commode de la sociologie et de l'anthropologie religieuses [J.F. B.].

HOLY (Ladislav) — **Strategies and Norms in a Changing Matrilineal Society. Descent, Succession and Inheritance among the Toka of Zambia.** — Cambridge, Cambridge University Press, 1986, 233 p. (Cambridge Studies in Social Anthropology).

L'ouvrage de L. Holy est une monographie hautement spécialisée dont pourront tirer profit tous ceux pour lesquels les liens familiaux n'ont aucun secret ; on y retrouve les abondants et savants tableaux et diagrammes généalogiques et l'analyse des péripéties de la vie du petit neveu de l'oncle du frère de la mère et des rituels ponctuant l'enchaînement des générations. L'évolution des pratiques est mise en relation avec les changements dans les techniques de production ; mais même dans le chapitre traitant directement de ce problème, l'ethnographisme de l'auteur imprègne l'ensemble de l'analyse. Ainsi, au delà de l'étude de cas menée dans le district de Kalomo (dans la province du Sud), le lecteur ne trouvera que de rapides considérations d'ensemble sur le sujet pourtant important du destin

des sociétés matrilinéaires. Commentaire sans doute peu pertinent, car émanant d'un non-spécialiste capable quand même de pouvoir affirmer qu'il s'agit d'un ouvrage de spécialiste qui ne cherche pas à séduire un public plus vaste, même limité aux champs scientifiques voisins [F.C.].

LECAILLON (Jacques) et MORRISSON (Christian) — **Politiques économiques et performances agricoles. Le cas du Burkina Faso (1960-1983) ; le cas du Mali (1960-1983).** — Paris, OCDE, Textes du Centre de développement, 1985, 164 p. et 188 p.

Ces deux rapports, similaires dans leur présentation, s'inscrivent dans un ensemble de recherches engagées par le Centre de développement de l'OCDE sur les relations entre politiques macro-économiques et performances agricoles dans six pays à faible revenu (Burkina Faso, Kenya, Mali, Népal, Sri Lanka, Tanzanie).

Les rapports sur le Burkina Faso et le Mali, en prenant en compte une longue période historique (1960-1983), cherchent à éclairer les relations entre mesures macro-économiques (politiques monétaire, budgétaire, commerciale...) et politiques agricoles (politique des prix et du crédit, actions sur les structures de production et de commercialisation...).

Au-delà du recours aux séries statistiques et aux tests économétriques, les termes du débat demeurent classiques : le développement trop lent de la production agricole dans des pays où l'expansion démographique est forte pose le problème de la satisfaction des besoins essentiels, en particulier alimentaires. S'ensuit une interrogation sur les raisons de la médiocrité des résultats agricoles. Les causes habituellement avancées sont reprises : contraintes climatiques, faiblesse de la productivité, lente amélioration de la production compensée par l'accroissement démographique...

Toutefois des éléments plus originaux sont apportés dans l'étude des

mécanismes macro-économiques : analyse des investissements publics et extérieurs (aide internationale) dans le secteur agricole, de la politique des prix (en particulier la comparaison entre l'évolution des prix à la production et celle des produits manufacturés).

L'idée qui sous-tend cette approche est celle de l'importance des moyens d'intervention de l'État en matière agricole, au niveau macro-économique. Certains sont utilisés pour stimuler, orienter le développement de la production (opérations d'investissement, services assurés aux paysans, facilités de crédit, détermination des prix des impôts et des produits agricoles, organisation de la commercialisation). Les exemples de l'organisation de la production du coton par la SOFITEX (Société des fibres textiles) dans l'ouest du Burkina et de la CMDT (Compagnie malienne des textiles) illustrent ces formes d'intervention. D'autres moyens ne concernent pas directement l'agriculture, mais ont néanmoins des effets indirects, favorables ou défavorables, sur les performances de celle-ci (politique financière ou monétaire, politique commerciale, ou politiques en matière d'enseignement, de santé).

Les changements politiques intervenus au Burkina et au Mali depuis l'indépendance sont replacés dans la perspective de leur impact économique sur l'agriculture. Ainsi, par exemple, le postulat selon lequel la pratique de prix insuffisamment rémunérateurs à la production est une des causes principales de l'échec de certaines opérations de développement, est discuté avec nuances. A court terme, l'augmentation des prix réels aux producteurs exerce une influence positive sur les surfaces cultivées et le volume de la production ; mais à long terme, des effets pervers apparaissent. Le paradoxe atteint son comble lorsque, à l'intérieur du pays, se rencontrent des régions excédentaires et des régions déficitaires sans possibilités de complémentarité ; c'est l'amorce de disparités régionales croissantes (elles sont étudiées en terme de dispersion des revenus).

Des doutes peuvent cependant être émis sur la méthode même d'élaboration de ce type de rapports : ils reposent largement, par leur objet, sur la constitution de séries statistiques cohérentes et complètes. Or on ne peut manquer de s'interroger sur la fiabilité des statistiques nationales en Afrique. Cette carence est d'ailleurs reconnue par les auteurs. Elle s'explique par le retard accumulé par les divers services administratifs chargés de la collecte des renseignements statistiques ; mais, plus fondamentalement, elle est liée au fonctionnement même des économies faiblement développées : part prépondérante de l'auto-consommation (toujours difficile à évaluer), grande incidence des facteurs locaux (faute de moyens de transport, de stockage, les prix agricoles varient fortement selon les saisons, les lieux de marchés, l'offre et la demande locales,...) : en ce sens, que signifie une politique nationale des prix agricoles ?

Toute une réflexion pourrait être menée sur l'adéquation — ou l'inadéquation — entre une méthode de travail éprouvée en économie développée et les réalités, les spécificités des économies des pays les moins avancés (PMA). L'absence de cette réflexion entraîne un hiatus entre l'ambition de l'outil de travail et la modestie des conclusions et des propositions, pourtant judicieuses et à la portée d'États confrontés à des difficultés croissantes [B.T.].

L'HERITEAU (Marie-France) — **Le Fonds monétaire international et les pays du Tiers monde.** — Paris, PUF, 1986, 277 p (Tiers monde IEDES).

Malgré certains développement « techniques » et un style parfois un peu trop terne, l'ouvrage de M.F. L'Héritau présente de manière claire et convaincante la stratégie du FMI à la périphérie. La partie la plus centrale de l'ouvrage porte sur le modèle de politique économique du FMI. Elle souligne avec justesse la liaison contes-

table que le FMI établit de façon souvent dogmatique entre dévaluation et compétitivité. La faible élasticité de la demande des produits primaires interdit à la plupart des pays du Tiers monde, et singulièrement ceux d'Afrique, d'attendre de la dévaluation des bénéfices tangibles. Dans son analyse, l'auteur fait voler en éclats l'idée de la neutralité sociale du FMI. En centrant le problème sur l'excès de la demande par rapport à l'offre et en appelant à un redéploiement économique du public vers le privé, le FMI favorise la compression des salaires au profit... des profits et des revenus non salariaux. On pourrait ainsi multiplier les exemples...

Il reste que cet ouvrage au ton juste et aux propos argumentés manque de vie (en tout cas pour un politiste non rebuté par la « chose » économique). Cette recherche avant tout livresque ne nous aide pas à comprendre le processus contractuel qui lie le FMI aux différents États. Car si tout le monde s'accorde, et l'auteur du livre en tête, pour ne pas se limiter à une dénonciation globale et stérile du FMI (« le grand méchant loup »), il reste à comprendre comment les États rusent avec lui pour atténuer sa conditionnalité et préserver la suprématie des groupes sociaux dominants [Z.L.].

CROUSSE (Bernard) et GREVEN (Michael Th.) (sous la direction de) — **Political Science and Science Policy in an Age of Uncertainty.** — Frankfurt/New York, Campus Forschung, 1985, 402 p.

CROUSSE (Bernard), QUERMONNE (Jean-Louis) et ROUBAN (Luc) (sous la direction de) — **Science politique et politique de la science.** — Paris, Economica, 1986, 194 p. (C. Politique comparée).

Sous des titres voisins, ces deux ouvrages présentent les résultats de deux tables rondes organisées à Bad Homburg en octobre 1984 et à Paris en juillet 1985, dans le cadre du comité « Science et politique » de

l'Association internationale de science politique. Comme toute association internationale, l'AISP coordonne l'activité de divers comités de recherche qui se réunissent au moins à l'occasion du congrès statutaire de l'AISP. Le comité « Science et politique », animé par B. Crousse, manifeste un dynamisme certain en se réunissant annuellement et en publiant dans les mois qui suivent les principales interventions et un compte rendu des débats.

Le premier ouvrage explore la notion d'incertitude dans divers contextes scientifiques, dans le fonctionnement d'institutions, dans ses conséquences sur la gestion du social et aborde les problèmes tant à l'échelle locale (ainsi pour la Mauritanie) qu'aux échelles nationale ou internationale. A cet égard, l'analyse de Y. de Hemptinne et B. Goddard sur le « système des Nations unies » est particulièrement bien venue.

Le second ouvrage édite les travaux du congrès de Paris et repose explicitement sur le postulat « qu'il existe une zone socio-politique dans laquelle science, technologie et politique peuvent constituer des interrelations ayant des conséquences directes et importantes et sur le fonctionnement des sociétés globales et sur le discours du pouvoir » (pp. 5-6). De plus, ajoutent les « éditeurs », « si la contribution est modeste, elle n'en demeure pas moins volontairement axée sur la découverte de nouvelles pistes de réflexion » dans une perspective essentiellement comparative. A côté d'une première « évaluation » des universités françaises ou des analyses des formes d'organisation de la recherche qui poursuivent les interrogations de la table ronde de Bad Homburg, la seconde partie de l'ouvrage concerne directement les problématiques de développement. Sous le titre commun « les limites de la science et de la technologie dans leurs apports au développement et aux transferts », on trouvera des analyses qui, outre le cas du Brésil ou de l'Inde, sont consacrées principalement à l'Afrique.

Pour des informations complémentaires, contacter le président du

comité, B. Crousse, 37, rue des Genêts, 4310 Saint-Nicolas, Liège, Belgique [E. L. R.].

LOVEJOY (Paul E.) — **Salt of the Desert Sun. A History of Salt Production and Trade in the Central Sudan.** — Cambridge, Cambridge University Press, 1986, XVI, 351 p. Bibliogr. Index (African Studies series 46).

Six ans après la parution de son ouvrage consacré au commerce hausa de la noix de kola, P.E. Lovejoy nous propose une nouvelle étude d'une grande érudition sur le marché du sel dans le Soudan central. Saluons tout d'abord l'ampleur et la qualité du travail d'archives accompli par l'auteur au Niger, au Nigeria, au Sénégal, au Ghana, en Grande-Bretagne et en France. Elles rendent passionnants, et vraisemblablement irréfutables dans l'état actuel de nos connaissances, les premiers chapitres qui traitent de la place du sel dans l'histoire de la région, de ses utilisations et de son exploitation. L'auteur se penche ensuite sur la mobilisation de la force de travail et sur les modes d'appropriation de l'exploitation du sel étroitement dépendants des pouvoirs politiques. L'interférence de ceux-ci dans les circuits de commercialisation achève de conférer à l'économie régionale sa cohérence. *In fine*, P.E. Lovejoy rassemble tout ce matériau, dont on ne soulignera jamais assez la remarquable richesse, pour réfléchir sur l'organisation sociale du commerce et de la production du sel et, par-delà, sur le système d'inégalité et de domination qui s'articulait de façon dynamique autour de la confédération touareg, de l'empire du Bornou et du califat de Sokoto. Il centre son propos sur les relations entre identifications ethniques et rapports de classes en montrant comment les premières, plastiques et contextuelles, ne prennent leur sens que par rapport aux secondes. Une conclusion qui vient à son heure puisque le débat sur l'ethnicité

bat son plein mais que l'on trouvera peut-être encore entachée d'un matérialisme historique quelque peu mécaniste. Il n'empêche : la lecture de cette somme s'impose à qui veut saisir l'historicité de cette partie de la ceinture sahélienne [J.-F. B.].

LEGUM (Colin), CAO HUY (Thuan), FENET (Alain), HALLIDAY (Fred), MOLYNEUX (Maxime) — **La corne de l'Afrique. Questions nationales et politique internationale.** — Paris, L'Harmattan, 1986, 268 p.

Cet ouvrage collectif a pour avantage d'être un des rares ouvrages français consacré à la question de la Corne de l'Afrique. Le résultat est cependant globalement décevant et, à tout le moins, inégal. Un article se détache du lot par la qualité de ses analyses et le sérieux de ses sources. C'est celui que T. Cao Huy consacre à la politique régionale des États-Unis. On ne peut pas en dire autant des articles de MM. Legum ou Halliday sur la politique soviétique. Écrits à la va-vite, ceux-ci énoncent des vérités générales rabâchées dans d'autres articles et ouvrages. Reste enfin l'étude d'A. Fenet sur le programme de FPLE, à laquelle on peut reprocher une cruelle absence d'analyse critique [Z.L.].

CONDÉ (Julien), SYR DIAGNE (Pap) (avec la collaboration de N.G. OUALDOU, K. BOYE et A. KADER) — **Les Migrations internationales Sud-Nord. Une étude de cas : les migrants maliens, mauritaniens et sénégalais de la vallée du Fleuve Sénégal en France.** — Paris, OCDE, 1986, 154 p.

C'est surtout à la fin de la guerre d'Algérie que le continent noir devient, à son tour, source de main-d'œuvre. Le patronat français, dans un souci d'approvisionnement en moyens humains et dans la crainte de conséquences restrictives dues à l'indé-

pendance algérienne, avait posé des jalons du côté de la vallée du Fleuve Sénégal. D'où l'afflux de 60 000 Maliens, Mauritaniens et Sénégalais dès l'hiver 1962-1963.

Cette population, il est vrai, a été étudiée, ce qui ne diminue en rien le caractère original de l'enquête de l'OCDE qui comporte 2 volets : la France, la vallée du Fleuve Sénégal. Ce travail rend compte à la fois des migrations internes dans cette région du Sahel et du quotidien du migrant en France dans le menu détail, loin des clichés habituels.

Cette enquête qui repose sur une méthodologie appropriée a le mérite de restituer les rapports souvent ignorés et/ou occultés des migrants sahéliens avec leurs villages d'origine et avec les États de la région, à travers des témoignages vivants, près des faits [M.F.].

Institut français de droit humanitaire et des droits de l'homme — **Les Réfugiés en Afrique : situation et problèmes actuels.** — Bordeaux, Les cahiers du droit public, 1986, 157 p.

Lorsqu'un sujet a le redoutable privilège de combiner l'émotionnel et le spectaculaire, tout écrit doit être accueilli avec une infinie prudence. Le sens des affaires personnelles ou la passion partisane l'emportent trop souvent sur le minimum de rigueur intellectuelle nécessaire lorsque l'on veut aider à comprendre au lieu d'aider à descendre. Le caractère plutôt confidentiel de la publication recensée aurait tendance à constituer un préjugé favorable en faveur de ce recueil d'études publiées sous les auspices d'un institut aux objectifs hautement respectables.

A l'initiative de D. Turpin, l'institut en question s'est lancé dans une vaste action de promotion des droits de l'homme et de défense des réfugiés, concrétisée notamment par des colloques comme celui de Vannes où furent présentés les rapports ici publiés.

Qu'ils soient l'œuvre, pour l'essentiel, de juristes ne doit pas méprendre : l'austérité du propos (l'analyse du droit positif), la froideur des titres, ne signifient pas l'indifférence au sujet. Il est des techniciens du droit qui pensent, non sans raison (même si c'est avec une bonne dose d'optimisme), que les voies juridiques peuvent aider à la promotion de justes causes encore précaires. Dans ce domaine où droit et politique se mêlent plus que jamais, on se gardera de discuter la pertinence de l'analyse juridique menée par les différents auteurs ; on dispose enfin d'un travail qui a vocation à servir de référence ; ceci ne signifie pas pour autant que l'analyse du substrat politique emporte toujours l'adhésion, certains clichés semblant parfois repris en compte sans nuance, ce qui est ennuyeux quand on vise un public (à rendre) intelligent sur un sujet très valorisé. L'académisme formel n'est pas absent, pas plus que l'idéalisme des recommandations ; mais n'oublions pas que l'utopie d'aujourd'hui n'est parfois qu'une réalité annoncée un peu trop à l'avance. Il faut que l'équipe de D. Turpin continue ainsi à préparer des lendemains qui ne déchantent plus [F.C.].

ORSTOM (Département H, Équipe « Autonomie et dépendance »), « Histoire, histoires... Premiers jalons », **Bulletin de liaison**, 3, mars 1986, pp. 3-130.

L'équipe « *Autonomie et dépendance* » du Département H de l'ORSTOM fait le point de ses recherches et de ses interrogations dans cette troisième livraison de son bulletin qui comporte des textes de B. Schlemmer, J.-P. Chauveau, F. Verdeaux, J.-P. Dozon, J.-F. Baré, M.-J. Jolivet, E. Fassin, M. Gumucio, M.-H. Piault. Les auteurs s'en prennent aux concepts passe-partout de la dépendance et de la domination : « (...) dominés et développés sont toujours perçus comme des objets passifs pris dans un processus qui les dépasse et sur lequel

ils n'ont pas de prise » (p. 7). D'où la nécessité d'un « renversement » du regard que l'on admettra d'autant plus volontiers qu'il s'agit de l'une des lignes directrices de « *Politique africaine* ». Assez curieusement, les travaux publiés dans les colonnes de celle-ci et plus largement les recherches menées par le groupe d'analyse des modes populaires d'action politique semblent ignorés de l'équipe « Autonomie et dépendance ». Cela ne doit pas conduire à mésestimer son apport à la compréhension des « situations de développement » (J.-P. Dozon) et des processus d'identification [J.-F. B].

HJORT (Anders) (sous la direction de) — **Land Management and Survival**. — Uppsala, 1985, 148 p. (Seminar proceedings from the Scandinavian Institute of African Studies).

EL KHALIFA (M.D.), FORD (Richard) et KHOGALI (Mustafa M.) (sous la direction de) — **Sudan Southern Stock Route, an Environmental Impact Assessment**. — Khartoum, Institute of Environmental Studies, and Worcester, 1985, 265 p.

Program for International Development — **Renewable Resource Trends in East Africa**. — Worcester, Clark University, 1984, 104 p.

Ces trois ouvrages, centrés principalement sur l'Afrique de l'Est, présentent certaines convergences en mettant en perspective, sous un angle analytique pour le premier ouvrage et quantitatif pour les deux autres, la gestion des ressources naturelles. Sans être délaissé dans les études francophones, cet aspect du développement rural fait l'objet, tant chez les Scandinaves que chez les chercheurs américains, d'un intérêt prioritaire. Le séminaire d'Uppsala se demande ainsi « comment les conditions locales de la production interagissent-elles avec les circonstances plus générales générées aux échelles régionale ou nationale ». Quant aux travaux soudanais et nord américains, ils cherchent à « repenser

les politiques et les pratiques de gestion des ressources nationales » dans un contexte de crise internationale (1984, p. 2) ou à mieux « assurer le parcours des troupeaux » (1985, p. 1). L'objectif de ces travaux est donc utilitaire et le point de vue plutôt pragmatique, voire optimiste pour les publications de Clark University. On est séduit par la volonté affichée d'interdisciplinarité, spécialement dans le premier ouvrage qui associe étroitement les recherches anthropologiques et écologiques. On se demande pourquoi, au nom de quelle tradition intellectuelle, les auteurs anglophones sous-estiment-ils, avec tant de constance, les aspects fonciers dans leur approche de la gestion des terres. A l'évidence, la réponse n'est pas simple à apporter, même si on ne peut que regretter qu'une dimension essentielle de l'organisation sociale soit ainsi occultée. Quoiqu'il en soit, les recherches francophones ne peuvent ignorer ces publications dont les problématiques et les méthodologies pourront être exploitées avec intérêt [E. L. R.].

DUMONT (René) — **Pour l'Afrique, j'accuse.** — Paris, Plon, 1986, 458 p., photos hors texte, annexes, index (coll. Terre humaine).

Depuis *L'Afrique noire est mal partie*, R. Dumont interpelle les décideurs et les praticiens avec un style inimitable qui aborde les situations de développement rural comme La Bruyère les « caractères » des courtisans du grand siècle, donc en moraliste plutôt qu'en politique. Reprenant, avec un titre à la Zola qui détonne dans la prestigieuse collection « Terre humaine », tous les thèmes de ses précédents ouvrages, il sait reconnaître ses erreurs : n'avoir pas vu venir la sécheresse avant 1969, avoir fait confiance à la voie socialiste en oubliant sa bureaucratisation... Il reconnaît même, fort modestement, « à l'avance qu'(il sera) une fois de plus, insuffisant » (p. 228), car l'argumentation scientifique est souvent tronquée dans

ce « mélange de réalisme et d'utopie ». Récusant le titre « d'homme de vérité », il accepte de tenir le « rôle ingrat » d'un Cassandre. Son obsession tient dans une formule, « l'Afrique affamée et désertifiée », et son accusation vise d'abord l'explosion démographique, avec pertinence et raison. Pourtant, il ne nous dit pas comment réguler les naissances en terre d'islam, concevoir une autre politique agrofoncière prenant en considération les déterminations écologiques et sociologiques ou comment associer les femmes et les jeunes, « fonctionnellement » alphabétisés, à l'économie des besoins » qu'il veut substituer à l'économie de marché. Concluant son réquisitoire, l'auteur écrit : « Comment rester serein face à la perspective d'une catastrophe sans précédent dans l'histoire de l'humanité, une catastrophe qui menace un continent entier ? » Mais, est-ce placer le débat du « tiers-mondisme » sur la bonne scène et peut-on croire Michel Rocard qui, dans sa postface, écrit que « le Tiers monde est l'avenir du socialisme » (p. 290) ? On espère que ce livre dérangeant et décapant sera prochainement publié dans une collection de poche pour pouvoir figurer dans toutes les bibliothèques africaines [E. L. R.].

FERRANDO (Raymond) — **L'Agriculture, base du développement.** — Paris, Chiron, 1984, 79 p.

Après bien d'autres, mais fort d'une expérience et d'une démarche de nutritionniste spécialiste des disciplines zootechniques, l'auteur met en garde contre les erreurs et les dangers si fréquents dans les politiques d'agriculture et d'élevage dans le Tiers monde, et d'autant plus dramatiques que ces politiques conditionnent directement les niveaux d'alimentation humaine. D'intéressants développements techniques n'interdisent cependant pas des globalisations abusives qui font, par exemple, de l'extension des cultures de rente un frein à la pro-

duction vivrière. La réalité, en Afrique, est certainement plus complexe et plus nuancée [Y.-A. F.].

CARRÈRE D'ENCAUSSE (Hélène) — **Ni guerre ni paix.** — Paris, Flammarion, 1986, 416 p.

Vedette médiatique de la soviétologie occidentale, l'auteur de *l'Empire éclaté* vient de commettre un livre consacré à la politique soviétique dans le Tiers monde. Cet ouvrage, destiné au grand public, a conduit l'auteur à d'inévitables simplifications. Ainsi le concept commode « d'Empire soviétique » n'est jamais explicité. Ceci est d'autant plus regrettable que les analyses d'H. Carrère d'Encausse sont souvent nuancées et pas manichéennes à défaut d'être toujours originales. Le chapitre consacré à l'Afrique manque cruellement d'épaisseur. L'auteur ne s'intéresse jamais aux processus locaux de reproduction du système communiste sous les tropiques, à la signification africaine du marxisme-léninisme. H. Carrère d'Encausse, qui s'était pourtant penchée naguère sur l'indigénéisation du marxisme en Asie, ne semble plus s'en préoccuper. Sur la crise angolaise, on déplorera qu'elle ait repris à son compte les explications les plus banales sur l'affaire Alvé, alors que de nombreux travaux (notamment ceux développés dans *Cuban Studies*) ont fait voler en éclats la thèse d'une division tranchée entre Cubains et Soviétiques [Z.L.].

NGIRABATWARE (Augustin) — **Les Taux de change flottants et les pays sous-capitalisés. Théorie du change, choix des régimes de change et les nouvelles stratégies monétaires.** — Fribourg, Éditions universitaires, 1986, 340 p. (Institut des sciences économiques et sociales de l'Université de Fribourg, Documents économiques, n° 28).

L'auteur défend la thèse de la nécessité d'une monnaie supranatio-

nale, seule base possible de définition de taux de change « absolus », fixes mais ajustables. Cette nécessité est justifiée par deux séries d'arguments :

— Des considérations de fait : la flexibilité des taux de change n'a pas entraîné la régulation souple annoncée par les défenseurs de la liberté des prix des monnaies. La croissance continue des euro-marchés et le développement d'une masse de capitaux flottants incontrôlables, la fluctuation des recettes d'exportation, l'extension des « déficits sans pleurs » ont créé une situation d'instabilité rendant impossible toute politique économique rationnelle et notamment la planification dans les pays les moins avancés.

— Des arguments théoriques : selon A. Ngirabatware, les accords de Bretton Woods instituant le FMI se sont appuyés sur une « fausse définition des taux de change », fondée sur une conception dépassée de la monnaie considérée dans une logique quantitativiste comme un simple actif net. Le retour aux taux de change fixes ne signifie donc pas la restauration de l'ordre monétaire ancien. Dans la ligne des travaux de B. Schmitt, l'auteur présente une analyse de la monnaie de crédit, dont la valeur est déterminée par le pouvoir d'achat. Seule une banque supranationale peut assurer l'émission de cette monnaie internationale de crédit et en organiser la gestion (« rôle d'intermédiation comme toute banque commerciale ordinaire »). C'est le plan Keynes (rejeté en 1944 par les USA), revu et corrigé pour éviter le biais inflationniste.

Comme le reconnaît l'auteur, le système monétaire international proposé est utopique. Mais « ce qui importe dans cette étude, c'est la logique indéfectible et le soubassement analytique profond de ce système » (p. 237). Cette attitude de repli sur une logique formelle conduit à une approche volontariste de la constitution des zones monétaires entre pays sous-capitalisés. L'analyse des logiques réelles de fonctionnement de ces zones supposerait la prise en compte des dimensions sociales et politiques des rapports monétaires internationaux.

Souhaitons que des recherches ultérieures viennent compléter dans cette perspective ce remarquable travail de clarification d'un domaine particulièrement hermétique [B.C.].

RODNEY (Walter) — **Et l'Europe sous-développa l'Afrique...** (traduit de l'anglais par C. BELVAUDE) — Paris, Éditions caribéennes, 1986, 289 p.

Ce livre est la traduction du texte anglais publié par Bogle L'ouverture Publications, London et Tanzania Publishing, House, (Dar es-Salaam,

1972) sous le titre : **How Europe Underdeveloped Africa.**

Les thèmes du « développement » et du « sous-développement » ont inspiré et inspirent encore un grand nombre d'écrits. L'ouvrage de W. Rodney, historien et militant politique assassiné en 1980 en Guyane (ex-Guyane britannique) reprend ces thèmes et les discute avec un outillage conceptuel « marxiste ». Il a pour ambition de servir de base de reconstitution historique des rapports entre l'Europe et l'Afrique. C'est une grande fresque qui nous est offerte avec cependant quelques incursions dans l'Afrique contemporaine et ses déboires. Une lueur d'espoir pour l'auteur : la Tanzanie...[M.F.].

Ouvrages reçus

BESSIS (Juliette) — **La Libye contemporaine.** — Paris, l'Harmattan, 1986, 220 p. (Histoire et perspective méditerranéennes) — COHEN (Bernard) — **Bourguiba. Le pouvoir d'un seul.** — Paris, Flammarion, 1986, 247 p. — HESSELBERG (Jan) — **The Third World in Transition. The Case of the Peasantry in Botswana.** — Uppsala Scandinavian Institute of African Studies, 1985, 256 p. — MANDELA (Nelson) — **The Struggle is my Life.** — London, IDAF, 1986, 249 p. (nouvelle édition).